

5° voor bevordering tot een graad van rang 20, voor alle ambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 32 en ten minste vier jaar anciënniteit in de graad tellen, alsook voor alle ambtenaren van rang 34.

Indien de aard van de betrekking het wettigt kan het College bijkomende voorwaarden toevoegen aan degene die in deze paragraaf zijn gesteld;

6° voor bevordering tot een graad van rang 30, voor alle ambtenaren die ten minste vier jaar anciënniteit tellen en minstens reeds titularis zijn van een graad van rang 43.

§ 3. De deelnemingsvoorwaarden, bepaald krachtens § 1 en § 2 van dit artikel, moeten vervuld zijn op de door de Vaste Wervingssecretaris bepaalde datum. De ambtenaar die tijdens gelijk welk deel van het examen één van die voorwaarden niet langer vervult, verliest het voordeel van zijn slagen voor het vergelijkend examen.

HOOFDSTUK VII. — *Bevordering door verhoging in graad waarvoor een examen is voorgeschreven*

Art. 33. Het College kan voor het verlenen van andere graden een examen voor verhoging in graad voorschrijven.

Art. 34. De bevordering door verhoging in graad waarvoor een examen is voorgeschreven, wordt verleend in deze volgorde :

1° aan de geslaagde van het vereiste examen waarvan het proces-verbaal het eerst werd afgesloten;

2° onder geslaagden van een zelfde examen, aan de geslaagde met de meest positieve evaluatie;

3° onder geslaagden die allen behoren tot de groep met de meest positieve evaluaties, de best gerangschikte volgens de geldende bepalingen terzake.

Art. 35. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1995.

Art. 36. Het Lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 april 1995.

Vanwege het College :

Ch. PICQUE,

Voorzitter van het College

R. HOTYAT,

Lid van het College, belast met de Begroting en het Openbaar Ambt

F. 95 — 2334

[C — WIN — 31317]

13 AVRIL 1995. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 136, 138 et 178 de la Constitution;

Vu l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté 93/253 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté 93/254 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu le protocole n° 95/2 du Comité particulier de négociation du 10 avril 1995;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 115, § 1er, alinéa 1er, 121, § 1er, alinéa 1er, 116, § 1er, 127, 128, 129, § 1er, 131, 132, 135, 137 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Il faut entendre par fonction supérieure, toute fonction correspondant à un emploi prévu au cadre d'un grade équivalant au moins à celui dont le fonctionnaire est revêtu même à titre de principalat et auquel est attachée une échelle de traitement plus avantageuse.

Art. 3. Le fait qu'un emploi soit définitivement vacant ou momentanément non occupé par son titulaire ne suffit pas à justifier que cet emploi soit conféré à titre provisoire.

Art. 4. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9, §§ 1 et 2, seul un fonctionnaire qui remplit les conditions statutaires requises pour être nommé au grade correspondant à la fonction supérieure peut être désigné pour l'exercice de cette fonction.

Art. 5. A défaut de fonctionnaire remplissant les conditions statutaires requises pour être nommé au grade correspondant à la fonction supérieure, un autre fonctionnaire peut être désigné pour l'exercice de cette fonction par acte de désignation motivé.

Dans ce cas, la désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi correspondant à un grade classé dans le rang 10 est réservé au fonctionnaire titulaire du grade le plus élevé du niveau 2 ou du niveau 2+.

La désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi correspondant à un grade classé dans les rangs 30 ou 20 est réservé au fonctionnaire titulaire du grade le plus élevé dans un niveau immédiatement inférieur qui est classé respectivement dans un rang supérieur au rang 40 ou 30.

La désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi correspondant à un grade d'un autre rang que 30, 20, 26 ou 10, est réservé à un fonctionnaire titulaire d'un grade du même niveau que celui de l'emploi correspondant à la fonction supérieure ou d'un grade du niveau immédiatement inférieur qui y donne accès.

Art. 6. Le fonctionnaire déplacé, suspendu ou rétrogradé ne peut être désigné pour l'exercice d'une fonction supérieure avant que sa sanction n'ait été radiée.

Art. 7. Sauf dans les cas prévus à l'article 9, dernier alinéa, une désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure en vue de pourvoir un emploi définitivement vacant, ne peut être faite qu'à la condition que la procédure d'attribution définitive de l'emploi soit engagée.

Art. 8. L'exercice au sein des services du Collège d'une fonction définitivement vacante ou momentanément non occupée par son titulaire, est confié au fonctionnaire jugé le plus apte à faire face aux nécessités immédiates du service et dont la désignation entraîne le moins d'inconvénients pour la bonne marche du service.

Art. 9. § 1. Pour les emplois de rang 16, la désignation est faite par le Collège, parmi les fonctionnaires de rang 15 ayant au moins trois ans d'ancienneté de grade.

§ 2. Pour les emplois de rang 15 la désignation est faite par le Collège après avis motivé du Conseil de direction parmi les fonctionnaires de rangs 14 et 13 ayant au moins trois ans d'ancienneté de grade.

§ 3. La désignation dans les emplois des autres rangs du niveau 1 est faite par le Collège après avis motivé du conseil de direction.

§ 4. La désignation dans les emplois de niveaux 2+, 2, 3 et 4 est faite par le Membre du Collège chargé de la Fonction publique ou par le fonctionnaire délégué à cet effet après l'avis motivé du conseil de direction, sur proposition du chef de service dont relève l'intéressé.

Pour l'application des § 3 et 4, lorsque la continuité de la gestion journalière l'exige et par dérogation à l'article 7, la désignation peut être faite par le fonctionnaire dirigeant délégué à cette fin par le Collège. Celui-ci ratifie la désignation après avis du conseil de direction émis dans les trois mois. La procédure d'attribution définitive de l'emploi doit dans ce cas être engagée sans délai.

Art. 10. § 1er. Il ne peut être pourvu pour plus de six mois à un emploi vacant ou momentanément non occupé, par désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure. Si l'emploi n'est pas définitivement vacant, ce délai peut être prorogé moyennant l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances. La durée de la prorogation est déterminée suivant les nécessités du service.

§ 2. Si l'emploi est définitivement vacant, le délai prévu au § 1er peut être prorogé moyennant l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances après que le Collège ou les fonctionnaires délégués à cet effet ont constaté que la procédure d'attribution définitive de l'emploi se déroule normalement. La durée de la prorogation ne peut excéder six mois. Si, à l'expiration de la prorogation, l'emploi n'est pas attribué à titre définitif pour des raisons indépendantes de la volonté du Collège ou de son délégué, le délai peut, moyennant l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances, être prorogé une seconde fois par décision motivée pour une période de six mois au plus.

Si, pour les mêmes raisons, l'emploi n'est pas attribué à titre définitif à l'expiration de la deuxième prorogation, le délai peut, moyennant l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances, être prorogé une troisième et dernière fois par décision motivée pour une période de six mois au plus.

Par dérogation à l'alinéa précédent, la désignation peut être maintenue à l'expiration de la troisième prorogation

a) si l'emploi qui n'a pas pu être attribué à titre définitif est de ceux dont le titulaire est directement chargé par les lois et règlements d'un pouvoir de décision en matière fiscale, financière ou comptable,

b) dans les emplois déterminés par le Collège, de l'accord du membre du Collège ayant la fonction publique dans ses attributions.

La désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure maintenue en fonction de l'alinéa précédent, est soumise à l'accord du membre du Collège ayant la fonction publique dans ses attributions. La décision est communiquée à l'autorité concernée dans le mois de la réception du projet d'arrêté de prorogation auquel sont joints les avis requis et notamment l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances.

Passé ce délai, le silence du membre du Collège emporte son accord.

L'acte de désignation ou de prorogation :

a) indique si l'emploi auquel se rapporte la désignation ou la prorogation est un emploi définitivement vacant ou un emploi momentanément non occupé,

b) mentionne le nom du dernier titulaire de l'emploi si celui-ci est définitivement vacant ou le nom du titulaire de l'emploi si celui-ci est momentanément non occupé et fait, le cas échéant, état de ce que l'emploi n'a pas encore été pourvu d'un titulaire.

Art. 11. La désignation d'un fonctionnaire qui, ultérieurement, fait l'objet d'une autre désignation est suspendue pour la durée de cette dernière. Lorsque la seconde désignation prend fin, le fonctionnaire est confirmé dans la première à condition que l'emploi soit demeuré vacant ou momentanément non occupé par son titulaire. L'emploi auquel se rapportait la désignation suspendue peut donner lieu à une désignation nouvelle faite conformément au présent arrêté.

Art. 12. Le fonctionnaire chargé d'une fonction supérieure exerce toutes les prérogatives attachées à cette fonction.

Art. 13. L'exercice d'une fonction supérieure ne confère aucun titre à une nomination au grade de cette fonction. Cependant, si le fonctionnaire est promu au grade correspondant à l'emploi qu'il a occupé sans interruption et qu'il est affecté à cet emploi, il obtient une prise de rang pour l'avancement de traitement et de l'avancement de grade à la date

depuis laquelle il occupait de façon continue ledit emploi sans que cette date puisse remonter au-delà, ni de la date à laquelle l'intéressé a rempli toutes les conditions requises par le statut des fonctionnaires pour être promu au grade de l'emploi auquel il est affecté ni à la date à laquelle cet emploi s'est trouvé vacant.

Art. 14. Une allocation est accordée au fonctionnaire qui assume une fonction supérieure à celle du grade dont il est titulaire, que l'emploi correspondant à cette fonction soit momentanément non occupé ou qu'il soit définitivement vacant.

Art. 15. Le bénéfice de l'allocation est accordé au fonctionnaire à la condition qu'il ait assumé la fonction supérieure d'une façon ininterrompue pendant une période minimum de nonante jours.

Art. 16. L'allocation est d'abord une allocation de suppléance puis une allocation d'intérim.

§ 1. Lorsque la condition fixée à l'article 15 est remplie, l'allocation est due à partir du jour où le fonctionnaire exerçait effectivement la fonction supérieure.

§ 2. L'allocation de suppléance est accordée au faisant fonction pendant la période initiale de huit mois consécutivement à sa désignation. Son montant annuel ne peut dépasser le quadruple de la valeur de l'augmentation annuelle moyenne, ni le double de la valeur de l'augmentation biennale moyenne qui gouverne l'avancement de traitement dans l'échelle du grade dont le fonctionnaire est précairement revêtu sans pouvoir dépasser le montant de l'allocation d'intérim.

Lorsque le fonctionnaire est désigné à nouveau pour l'exercice d'une fonction supérieure, les périodes successives de désignation sont comptées pour l'octroi de l'allocation de suppléance ou d'intérim pour autant qu'il n'y ait pas d'interruption dans l'exercice des fonctions supérieures et que les désignations aient été faites dans un emploi correspondant au même grade ou à un grade du même rang.

§ 3. L'allocation d'intérim est accordée à l'expiration de la période d'octroi de l'allocation de suppléance. Elle est fixée au montant de la différence entre la rétribution dont le fonctionnaire bénéficierait dans le grade de la fonction assurée provisoirement et la rétribution dont il bénéficie dans son grade effectif.

La rétribution visée à l'alinéa précédent comprend :

- 1° le traitement ou le traitement en carrière bonifiée,
- 2° éventuellement l'allocation de foyer ou de résidence.

Le traitement dont le fonctionnaire bénéficierait dans le grade de la fonction assurée provisoirement est celui qui lui reviendrait à la date de sa dernière ancienneté utile dans son grade effectif si à cette date il était promu à son grade précaire.

§ 4. L'allocation de suppléance ou l'allocation d'intérim est payée mensuellement et à terme échu. L'allocation du mois est égale à 1/12 de l'allocation annuelle. Lorsque l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentième conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, quand le traitement du mois n'est pas dû entièrement. L'allocation est soumise au régime de liaison à l'index des prix à la consommation applicable au traitement des fonctionnaires des services du Collège.

Art. 17. La période pendant laquelle la désignation est suspendue, conformément à l'article 11, n'est pas prise en considération pour l'octroi de l'allocation d'intérim.

Art. 18. Une copie certifiée conforme de l'acte de désignation ainsi que des avis requis est produite à l'appui de la liquidation de l'allocation.

Art. 19. Les ordres de paiement sont soumis à l'inspecteur des Finances qui remplit les devoirs prescrits au présent arrêté et qui arrête la liquidation de l'allocation aussi longtemps que les prescriptions prévues à l'article 18 n'auront pas été remplies.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juin 1995.

Art. 21. Le Membre du Collège compétent pour la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 avril 1995.

Par le Collège :

Ch. PICQUE,

Président du Collège.

R. HOTYAT,

Membre du Collège chargé du Budget et de la Fonction publique.

VERTALING

N. 95 — 2334

[C — WIN — 31317]

13 APRIL 1995. — Besluit van de Franse Gemeenschapscommissie
betreffende de uitoefening van een hoger ambt
in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 136, 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit 93/253 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 oktober 1993 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder zijn leden;

Gelet op het besluit 93/254 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 oktober 1993 houdende reglement van zijn werking en tot regeling van de ondertekening van zijn akten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het protocol nr. 95/2 van het bijzonder onderhandelingscomité van 10 april 1995;

Op de voordracht van het Lid van het College, belast met het Openbaar Ambt,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 115, § 1, 1e lid, 121, § 1, 1e lid, 116, § 1, 127, 128, 129, § 1, 131, 132, 135, 137 en 175 van de Grondwet, krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Onder hoger ambt moet worden verstaan elk ambt dat overeenstemt met een in de personeelsformatie voorkomende betrekking van een graad die ten minste gelijkwaardig is aan die waarmee de ambtenaar is bekleed, zelfs op grond van het principaalat, en waaraan een gunstiger weddeschaal verbonden is.

Art. 3. Het feit alleen dat een betrekking definitief open staat of tijdelijk niet door haar houder waargenomen wordt, is geen voldoende reden om die betrekking voorlopig te verlenen.

Art. 4. Onverminderd de bepalingen van artikel 9, § 1 en 2, kan alleen een ambtenaar die voldoet aan de statutaire vereisten om tot de met het hoger ambt overeenstemmende graad te worden benoemd, voor het uitoefenen van dat ambt worden aangesteld.

Art. 5. Bij gebrek aan een ambtenaar die voldoet aan de statutaire vereisten om tot de met het hoger ambt overeenstemmende graad benoemd te worden, kan een ander ambtenaar bij een met redenen omklede aanstellingsakte voor het uitoefenen van dat ambt aangesteld worden.

In dat geval komt voor de uitoefening van een hoger ambt in een betrekking die overeenstemt met een graad ingedeeld in rang 10 alleen in aanmerking de ambtenaar die houder is van de hoogste graad van niveau 2 of niveau 2+.

Voor de uitoefening van een hoger ambt in de betrekking die overeenstemt met een graad van rangen 30 of 20 komt alleen in aanmerking de ambtenaar die houder is van de hoogste graad van een onmiddellijk lager niveau die respectievelijk overeenstemt met een rang hoger dan rang 40 of rang 30.

Voor de uitoefening van een hoger ambt in de betrekking die overeenstemt met een graad van een andere rang dan rang 30, 20, 26 of 10 komt alleen in aanmerking een ambtenaar die houder is van een graad van hetzelfde niveau als dat van de betrekking overeenstemmend met het hoger ambt of van een graad van het onmiddellijk lagere niveau die er toegang toe geeft.

Art. 6. De ambtenaar die verplaatst, geschorst of in graad teruggezet is, mag niet aangesteld worden voor het uitoefenen van een hoger ambt vooraleer zijn straf doorgehaald is.

Art. 7. Behoudens in de bij artikel 9, laatste lid, bepaalde gevallen kan een aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt om te voorzien in een definitief openstaande betrekking slechts geschieden op voorwaarde dat de procedure tot definitieve toekenning van die betrekking wordt ingezet.

Art. 8. In de diensten van het College wordt de uitoefening van een ambt dat definitief openstaat of tijdelijk niet door de houder waargenomen wordt, toevertrouwd aan de ambtenaar die het meest geschikt bevonden wordt om in de onmiddellijke behoefte van de dienst te voorzien en wiens aanstelling het minste bezwaar voor de goede werking van de dienst met zich brengt.

Art. 9. § 1. Voor de betrekkingen van rang 16 geschiedt de aanstelling door het College onder de ambtenaren van rang 15 met een graadanciënniteit van minstens drie jaar.

§ 2. Voor de betrekkingen van rang 15 geschiedt de aanstelling door het College onder de ambtenaren van rang 14 en 13 met een graadanciënniteit van minstens drie jaar, na met redenen omkleed advies van de Directieraad.

§ 3. De aanstelling in betrekkingen van de andere rangen in niveau 1 geschiedt door het College, na met redenen omkleed advies van de Directieraad.

§ 4. De aanstelling in betrekkingen van niveau 2+, 2, 3 en 4 geschiedt door het Lid van het College dat belast is met het Openbaar Ambt of door de daartoe afgevaardigde ambtenaar, na met redenen omkleed advies van de Directieraad en op de voordracht van het diensthoofd waaronder de betrokkene ressorteert.

Voor de toepassing van § 3 en 4 kan, wanneer de continuïteit van het dagelijks beheer het vereist, de aanstelling in afwijking van artikel 7 geschieden door de leidend ambtenaar, daartoe gemachtigd door het College. Dit bekrachtigt de aanstelling nadat de directieraad binnen drie maanden zijn advies heeft gegeven. De procedure tot definitieve toekenning van de betrekking dient in dat geval onverwijld te worden ingezet.

Art. 10. § 1. Er kan in een openstaande of in een tijdelijk niet waargenomen betrekking niet voor langer dan zes maanden worden voorzien door aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt. Indien de betrekking niet definitief open staat, kan deze termijn worden verlengd mits de Inspecteur van Financiën een gunstig advies heeft gegeven. De duur van de verlenging wordt bepaald volgens de behoeften van de dienst.

§ 2. Indien de betrekking definitief open staat, kan de in § 1 bepaalde termijn op gunstig advies van de Inspecteur van Financiën worden verlengd nadat het College of de daartoe afgevaardigde ambtenaren hebben vastgesteld dat de procedure tot definitieve toekenning van de betrekking normaal verloopt. De duur van de verlenging mag zes maanden niet overschrijden. Indien de betrekking, om redenen buiten de wil van het College of diens afgevaardigde, na het verstrijken van de verlenging niet in vast verband kan worden verleend, dan kan de termijn bij een met redenen omklede beslissing, mits gunstig advies van de Inspecteur van Financiën, een tweede maal voor een periode van ten hoogste zes maanden worden verlengd.

Indien de betrekking, om dezelfde redenen, niet in vast verband wordt verleend na het verstrijken van de tweede verlenging, kan de termijn bij een met redenen omklede beslissing, mits gunstig advies van de Inspecteur van Financiën, een derde en laatste maal voor een periode van ten hoogste zes maanden worden verlengd.

In afwijking van het voorgaande lid kan de aanstelling bij het verstrijken van de derde verlenging gehandhaafd worden:

a) indien de betrekking die niet in vast verband kon worden verleend, behoort tot de betrekkingen waarvan de titularis door de wetten en verordeningen rechtstreeks belast is met een beslissingsbevoegdheid in fiscale, financiële of boekhoudkundige aangelegenheden,

b) in de betrekkingen door het College bepaald, met het akkoord van het lid van het College tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

De aanstelling voor de uitoefening van een hoger ambt, die krachtens het voorgaande lid gehandhaafd wordt, is onderworpen aan het akkoord van het lid van het College tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort. De beslissing wordt aan de betrokken overheid medegedeeld binnen de maand na de ontvangst van het ontwerp van verlengingsbesluit, waarbij de vereiste adviezen zijn gevoegd en ondermeer het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën.

Na verloop van die termijn geldt het stilzwijgen van het lid van het College als diens akkoord.

De akte tot aanstelling of verlenging:

a) geeft aan of de betrekking waarop de aanstelling of de verlenging slaat een definitief openstaande betrekking dan wel een tijdelijk niet waargenomen betrekking is,

b) vermeldt de naam van de laatste houder van de betrekking indien zij definitief open staat of de naam van de houder van de betrekking indien zij tijdelijk niet waargenomen is en stipt desgevallend het feit aan dat de betrekking nog geen titularis heeft.

Art. 11. De aanstelling van een ambtenaar die naderhand een andere aanstelling krijgt, wordt voor de duur van deze laatste geschorst. Wanneer de tweede aanstelling ten einde komt, wordt de ambtenaar in de eerste aanstelling bevestigd op voorwaarde dat de betrekking nog altijd open staat of tijdelijk niet door de titularis wordt waargenomen. De betrekking waarop de geschorste aanstelling sloeg, kan aanleiding geven tot een nieuwe aanstelling, die geschiedt overeenkomstig dit besluit.

Art. 12. De ambtenaar die met een hoger ambt is belast, oefent alle aan dat ambt verbonden prerogatieven uit.

Art. 13. De uitoefening van een hoger ambt verleent geen aanspraak op vaste benoeming in de graad van dat ambt. Indien een ambtenaar evenwel wordt bevorderd tot de graad die overeenstemt met de betrekking welke hij zonder onderbreking heeft waargenomen en indien hij voor deze betrekking wordt aangewezen, neemt hij voor de bevordering tot een hogere wedde en tot een hogere graad rang in op de datum vanaf welke hij die betrekking ononderbroken waarneemt, zonder dat die datum mag teruggaan tot vóór de datum waarop de belanghebbende alle vereisten heeft vervuld welke het ambtenarenstatuut stelt om bevorderd te worden tot de graad van de betrekking waarvoor hij is aangewezen, noch tot vóór de datum waarop die betrekking vacant is geworden.

Art. 14. Een toelage wordt toegekend aan de ambtenaar die een hoger ambt uitoefent dan dat van de graad waarmee hij bekleed is, ongeacht of de betrekking die met dat ambt overeenstemt tijdelijk niet waargenomen wordt of definitief openstaat.

Art. 15. De toelage wordt aan de ambtenaar verleend voor zover hij het hoger ambt ononderbroken uitgeoefend heeft gedurende ten minste negentig dagen.

Art. 16. De toelage is eerst een plaatsvervangingsstoelage, nadien een waarnemingsstoelage.

§ 1. Wanneer aan de in artikel 15 gestelde voorwaarde is voldaan, is de toelage verschuldigd vanaf de dag waarop de ambtenaar het hoger ambt werkelijk uitgeoefend heeft.

§ 2. De plaatsvervangingsstoelage wordt toegekend aan de plaatsvervanger gedurende de beginperiode van acht maanden volgend op zijn aanstelling. Het jaarlijks bedrag ervan mag het vierdubbele van de waarde van gemiddelde jaarlijkse verhoging niet overschrijden, evenmin als het dubbele van de waarde van de gemiddelde tweejaarlijkse verhoging die de bevordering in wedde regelt in de weddeschaal van de graad die de ambtenaar tot wederopzeggens bekleedt, zonder evenwel hoger te mogen zijn dan het bedrag van de waarnemingsstoelage.

Wanneer een ambtenaar opnieuw voor de uitoefening van een hoger ambt wordt aangewezen, worden de opeenvolgende periodes van aanwijzing voor de toekenning van de plaatsvervangings- of waarnemingsstoelage meegerekend, op voorwaarde dat er geen onderbreking in de uitoefening van de hogere functies is en dat de aanstellingen gebeurden in een betrekking die overeenstemt met dezelfde graad of met een graad van dezelfde rang.

§ 3. De waarnemingsstoelage wordt toegekend na het verstrijken van de termijn van toekenning van de plaatsvervangingsstoelage. Zij wordt vastgesteld op het bedrag van het verschil tussen de bezoldiging welke de ambtenaar zou genieten in de graad van het voorlopig uitgeoefend ambt en de bezoldiging welke hij geniet in zijn werkelijke graad.

De bezoldiging waarvan sprake in het voorgaande lid omvat:

1° de wedde of de wedde met bijslag,

2° eventueel de haard- of standplaatsstoelage.

De wedde die de ambtenaar in de graad van het voorlopig uitgeoefende ambt zou genieten, is die welke hem op de datum van zijn laatste nuttige anciënniteit in zijn werkelijke graad zou toekomen indien hij op die datum werd bevorderd tot de graad welke hem tot wederopzeggens verleend was.

§ 4. De plaatsvervangingsstoelage of de waarnemingsstoelage wordt maandelijks na vervallen termijn betaald. De maandtoelage is gelijk aan één twaalfde van de jaarlijkse toelage. In geval de maandtoelage niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten betaald overeenkomstig de regel bepaald door het geldelijk statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is. De toelage valt onder de regeling die inzake koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van toepassing is op de wedde van de ambtenaren van de diensten van het College.

Art. 17. De periode gedurende welke de aanstelling overeenkomstig artikel 11 geschorst is, komt niet in aanmerking voor toekenning van de waarnemingsstoelage.

Art. 18. Een voor eensluidend verklaard afschrift van de aanstellingsakte alsook van de vereiste adviezen wordt overgelegd tot staving van de vereffening van de toelage.

Art. 19. De opdrachten tot betaling worden voorgelegd aan de Inspecteur van Financiën, die de in onderhavig besluit voorgeschreven taken vervult en die de betaling van de toelage inhoudt tot zolang aan de voorschriften van artikel 18 niet werd voldaan.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1995.

Art. 21. Het Lijf van het College, belast met het Openbaar Ambt, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 april 1995.

Vanwege het College

Ch. PICQUE,

Voorzitter van het College

R. HOTYAT,

Lid van het College, belast met de Begroting en het Openbaar Ambt

F 95 — 2335

[C — WIN — 31318]

**13 AVRIL 1995. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française
fixant le règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française**

Le Collège de la Commission communautaire française;

Vu les articles 136, 138, 163 et 178 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 9 mai 1995 fixant le classement hiérarchique des grades que peuvent porter les membres du personnel des services du Collège de la C.C.F.

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 organisant la carrière des fonctionnaires des services du Collège de la C.C.F.

Vu l'arrêté 93/253 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté 93/254 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes;

Vu le protocole 95/4 du Comité particulier de négociation signé en date du 10 avril 1995,

Sur proposition du Membre du Collège ayant la Fonction publique dans ses attributions.

Arrête

Article 1er. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 115, § 1er, alinéa 1er, 121, § 1er, alinéa 1er, 116, § 1er, 127, 128, 129, § 1er, 131, 132, 135, 137 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions réglementaires d'ordre général régissant la carrière des fonctionnaires la nomination à chacun des grades que peuvent porter les fonctionnaires appartenant aux services du Collège, a lieu aux conditions déterminées à l'annexe 2.

CHAPITRE 1er — Notification des vacances d'emploi et des propositions de changement de grade ou de promotion

Art. 3. § 1er. La vacance des emplois à conférer par changement de grade ou par promotion est portée par note de service à la connaissance des fonctionnaires susceptibles d'être nommés.

La note de service portera l'énoncé précis de l'emploi déclaré vacant ainsi que des conditions générales et particulières auxquelles la promotion ou la nomination à l'emploi visé est subordonnée.

Un visa des intéressés est requis.

Un exemplaire de la note de service est envoyé par lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception, au domicile du fonctionnaire qui est temporairement éloigné du service pour quelque motif que ce soit.

Sont seules prises en considération les candidatures des fonctionnaires qui ont été adressées par lettre recommandée au Fonctionnaire dirigeant dans un délai de 10 jours ouvrables. Ce délai commence à courir le 1er jour ouvrable qui suit celui de la remise à l'intéressé ou celui de la présentation par la poste de l'avis de vacance d'emploi. Le récépissé de la poste fait foi. Il est accusé réception des candidatures.

Tout dépôt de candidature à un emploi de niveau 1 doit comporter un exposé des titres que le candidat estime pouvoir faire valoir pour briguer l'emploi.

§ 2. Les propositions de changement de grade ou de promotion par avancement de grade sont également notifiées par note de service aux fonctionnaires intéressés. Un visa des intéressés est également requis.

Un exemplaire de la note de service est envoyé par lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception, au domicile du fonctionnaire qui est temporairement éloigné du service pour quelque motif que ce soit.

§ 3. Les notifications des vacances d'emploi ou des propositions de changement de grade ou de promotion sont affichées à différents endroits apparents dans les lieux de travail des membres du personnel des services du Collège.